



MADARIAGA
COLLEGE OF EUROPE
CENTRE

Changer le logiciel de l'intégration européenne

Par Pierre Defraigne

Directeur exécutif du Centre Madariaga – Collège d'Europe

Directeur Général honoraire à la Commission Européenne

L'intégration de l'Europe par le marché et la monnaie atteint ses limites. Au départ, elle promettait la croissance et les emplois. Elle y est longtemps arrivée, mais depuis la crise de 2008, en revenant à 1 ou 1,5% de croissance, elle n'y parvient plus. D'abord le chômage ne recule que très marginalement et par création de petits emplois précaires et sous-payés. Les écarts de rémunération se creusent entre petits portefeuilles réduits à la portion congrue et grands groupes qui continuent leur progression en dividendes et en gains en capital. Ensuite, cette aggravation des inégalités primaires des revenus s'amplifie encore du fait de la concurrence fiscale: les grandes firmes transnationales éludent l'impôt et en reportent le poids sur les PME et sur le travail et la consommation. Ensuite encore, malgré les politiques d'austérité, l'endettement public dans l'eurozone est passé de 68,1% du PIB à 95,9 % entre 2008 et 2015. Enfin, l'intégration par le marché promettait aussi la convergence des économies nationales. C'est le contraire qui se passe au sein même de l'eurozone : le fossé se creuse entre l'Allemagne et les pays de la périphérie méditerranéenne. A terme cette divergence annonce l'éclatement de l'eurozone en dépit de son coût énorme.

Le délitement du modèle économique européen mine en effet l'idée européenne et ouvre la porte aux souverainismes et populismes de tous poils. Le grippage de la machine économique réveille les réflexes nationaux pourtant voués à l'échec. L'exemple de la France qui tente, désespérément seule, de rejoindre l'Allemagne donne à réfléchir.

Sans une stratégie européenne intégrée, l'eurozone persistera dans la voie de la quasi-déflation, avec un impact redoutable pour le reste du monde étant donné notre poids relatif dans l'économie globale.

Qu'est-ce qui ne tourne plus rond dans notre modèle de développement ? C'est que les remèdes, à la manière des purges et des saignées des médecins de Molière, sont en train d'affaiblir le malade et le tuer plus sûrement que la maladie elle-même.

Abordons le problème sous un angle délibérément négligé par les experts en raison de leur dogmatisme. Le but premier des réformes qu'ils recommandent – flexibilité du travail, dérégulation, privatisation, austérité budgétaire- n'est en effet pas de restaurer l'activité économique et l'emploi, mais de maintenir à tout prix la rentabilité des très gros portefeuilles- en ce compris les fonds de pension bien entendu- aux dépens des salaires et de la rente des petits porteurs. Pourquoi ? Non par complaisance pour 'le grand capital', mais parce qu'ils s'attendent à ce que la hausse des profits des plus grandes firmes conduise mécaniquement à recréer de la croissance et de l'emploi. Ce n'est ici pas affaire de complot, ni même de mauvaise

foi, mais d'illusion. Ils croient sincèrement à leurs préconisations. Combien de temps mettront-ils à comprendre, au vu de l'expérience d'assouplissement quantitatif tardivement tentée par la BCE depuis mars 2015, que les taux d'intérêt proches de zéro et le déversement de liquidités monétaires resteront sans effet sur la croissance aussi longtemps que, dans le même temps, se multiplient, au nom de la compétitivité-prix, les politiques d'austérité salariale et fiscale. Incidemment, le projet TTIP a-t-il foncièrement d'autre objectif que d'accroître la concurrence salariale entre l'Europe et les Etats-Unis, en affaiblissant le pouvoir syndical pour relever la profitabilité des grandes firmes, principalement américaines au demeurant. C'est toujours la même logique contradictoire à l'œuvre: on vise à l'augmentation des profits au nom de l'investissement, mais celui-ci ne vient pas puisqu'on tarit dans le même temps à la fois non seulement la demande des ménages, mais l'investissement de croissance et de compétitivité-innovation de la puissance publique. Or les entreprises n'investissent pas au vu de leurs profits et des taux d'intérêts, mais en perspective des carnets de commandes escomptés. Dans les conditions actuelles d'inhibition de la demande privée et publique par le surendettement et l'austérité, la baisse des taux d'intérêts par la BCE reste sans effet sinon qu'elle appauvrit les rentiers. Ces liquidités sont en effet utilisées par les banques et les grandes entreprises pour racheter leurs actions et ainsi enregistrer des plus-values imméritées pour leurs actionnaires, pour nourrir des bulles immobilières ou boursières et pour alimenter des activités spéculatives, les unes et les d'autres prémonitoires d'une nouvelle crise financière.

Une autre stratégie est nécessaire et elle est possible. Il faut pour cela un changement de cap radical de la construction européenne aujourd'hui dans l'impasse. D'une part, il faut rechercher à l'extérieur d'autres raisons, plus impérieuses et plus fondamentales de construire l'unité politique de l'Europe, soit du côté de sa sécurité face au changement de climat, au terrorisme, aux pressions migratoires sauvages, à l'instabilité au Proche-Orient, à la montée en puissance des Etats continentaux, en particulier la Chine et la Russie, et à l'autonomie stratégique vis-à-vis des Etats-Unis, notre grand allié et rival. De l'autre, il faut changer la stratégie économique, une fois l'unité politique réalisée. Dans cet ordre-là ! Seul un gouvernement politique unifié permettra à l'UE d'exploiter véritablement sa dimension et son poids. Une stratégie de croissance soutenable et retour au plein emploi, ambition juste et nécessaire d'une société libre est possible. Elle appelle une gouvernance macro-économique effective de l'eurozone -qui implique la restructuration de la dette excessive-, une politique d'innovation et une solidarité forte, entre Etats et au sein des Etats, partage du travail compris. Dispersés, les Etats européens mis en concurrence seront contraints à sacrifier à la rentabilité des plus grands groupes qui ira

Commenté [PD1]:

quand même déclinant, faute de demande solvable. Unie et solidaire, l'Europe répondra aux attentes de ses citoyens.